

BCEAO : Interview du 14 octobre 2020

A la demande de M. Koné, Gouverneur de la BCEAO, j'ai répondu aux questions qui m'ont été posées au sujet de mes souvenirs professionnels relatifs à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et à l'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine).

Q : Comment êtes-vous entré en contact avec la BCEAO ?

R : Après un séjour en Algérie (1962-1963) où j'avais participé à la séparation des deux Trésors et à la fondation de la Banque Centrale de l'Algérie, j'ai été nommé à la Direction des Finances Extérieures au Ministère des Finances. Mon premier poste fut au bureau de la Zone Franc où je fus chargé de mission à compter de juin 1963. C'est à ce titre que je me suis occupé de la BCEAO et de l'UMOA pendant deux ans.

Q : Qu'avez-vous tiré de cette expérience comme enseignement général ?

R : La Zone Franc, dont l'organisation remonte aux années 1930, est un concept remarquable qui a résisté au temps, puisqu'il subsiste encore aujourd'hui.

Cette organisation repose sur cinq principes simples mais fondamentaux :

- 1) les monnaies de la Zone (Franc et CFA) sont liées par une parité fixe ;
- 2) ces monnaies sont convertibles ;
- 3) les réserves extérieures sont mises en commun ;
- 4) le Trésor français assure au CFA une garantie illimitée ;
- 5) la politique monétaire de la zone de l'UMOA est commune pour tous les membres de l'Union.

La mise en œuvre de ces principes, était assurée par des Instituts d'Emission tels la BCEAO pour l'Afrique de l'Ouest, la BCEAEC pour le Cameroun et l'Afrique Equatoriale et la Banque de Madagascar.

Q : Comment jugez-vous l'efficacité de la BCEAO ?

R : Au total, il a été très efficace : il a promu la stabilité monétaire, une faible inflation - ce qui est favorable à la croissance - et assuré la crédibilité du CFA. Les défections de la Guinée, du Mali et de la Mauritanie n'ont pas affaibli la banque Centrale, sans renforcer en rien les partants....

On a parfois reproché à cette organisation d'avoir bridé le développement économique des Etats membres. Je n'ai jamais rien lu de convaincant qui puisse étayer cette thèse. En fait, certains autres Etats d'Afrique qui ont choisi de pratiquer une forte expansion monétaire et qui ont dû faire face à une inflation élevée et à des dévaluations répétées, n'ont nullement bénéficié de ces politiques du point de vue de leur croissance économique.

D'une manière générale, l'inflation et les déficits ne sont guère propices à la croissance : nous le constatons tous les jours ...

Q : Au cours de votre période au FMI, notamment pendant la crise de la dette des années 80, quelles ont été vos relations avec la BCEAO ?

R : D'abord, il n'y a pas eu de crise de la dette dans l'Union Monétaire Africaine, contrairement à ce qui s'est passé en Amérique latine. C'est précisément parce que les Banques Centrales comme la BCEAO avaient veillé à ne pas laisser leurs pays sombrer dans l'excès d'endettement et le financement des déficits budgétaires.

Ensuite, il y eut, bien évidemment, à traiter les problèmes structurels qui se posaient en Afrique comme ailleurs. Et le FMI, qui était particulièrement expert en la matière, a développé des relations de confiance avec ces pays et a négocié avec eux des programmes de réformes qui ont porté leurs fruits.

Q : Quel jugement portez-vous sur l'évolution ultérieure de la BCEAO ?

R : La BCEAO a évolué tout en sauvegardant ce qui fait sa force.

D'abord, elle s'est africanisée. C'est en 1974, que fut élu comme Gouverneur, M. Fadiga, qui a succédé ainsi à Robert Julienne, Directeur Général. Ce fut un excellent choix qui marqua la destinée de l'Institution. J'ai connu M. Fadiga

